

## Loi sur les établissements hospitaliers (RSJU 810.11)

Tableau comparatif

| Teneur actuelle   | Projet de modification  | Commentaire  |
|---|---|--|
| La loi du 26 octobre 2011 sur les établissements hospitaliers (RSJU 810.11) est modifiée comme il suit :  |   |  |
| <p><b>Article 25</b></p> <p><b>Art. 25</b> <sup>1</sup> Un service d'urgence 24 heures sur 24 est organisé sur les trois sites de l'Hôpital du Jura. Ce dernier collabore à cet effet avec les médecins exerçant à titre indépendant.</p> <p><sup>2</sup> L'Hôpital du Jura assure un service d'urgence préhospitalière (service de sauvetage). Il organise à cet effet une centrale d'appels sanitaires urgents (CASU 144). Il peut collaborer, dans ce cadre, avec des services de l'Etat et d'autres partenaires cantonaux ou extracantonaux.</p> <p><sup>3</sup> Le Gouvernement règle les détails par voie d'ordonnance, en particulier en ce qui concerne les devoirs de fonction du personnel.</p> | <p><b>Article 25</b> (nouvelle teneur)</p> <p><b>Art. 25</b> <sup>1</sup> L'Hôpital du Jura garantit un accès sécurisé aux soins urgents. Il collabore avec l'Etat dans le cadre de la sécurité sanitaire.</p> <p><sup>2</sup> Le Gouvernement met en œuvre une centrale d'appels sanitaires urgents (CASU 144). Il peut, par convention, en confier l'exécution à une centrale d'appels sanitaires urgents. La CASU 144 doit être certifiée.</p> <p><sup>3</sup> L'Hôpital du Jura assure un service de sauvetage préhospitalier (ambulances). Le service de sauvetage doit être certifié.</p> <p><sup>4</sup> L'Hôpital du Jura organise un service d'urgences 24 heures sur 24.</p> <p><sup>5</sup> L'Hôpital du Jura, la CASU 144 et l'association professionnelle des médecins collaborent dans le cadre de la sécurité sanitaire. Ils peuvent également collaborer avec des services de l'Etat et d'autres partenaires cantonaux ou extracantonaux.</p> <p><sup>6</sup> Les modalités de financement du service de sauvetage et du service d'urgences sont précisées dans un mandat de prestations passé avec le Gouvernement.</p> <p><sup>7</sup> Le Gouvernement règle les détails par voie d'ordonnance, en particulier en ce qui concerne les certifications exigées.</p> | <p>La sécurité sanitaire se compose au minimum des éléments suivants : une centrale d'appels sanitaires urgents (CASU 144), un service de sauvetage préhospitalier (ambulances) ainsi qu'un service d'urgence 24 heures sur 24.</p> <p>Al. 1 : supprime l'obligation faite à l'H-JU d'organiser un service d'urgences 24h/24 sur trois sites, tout en garantissant que l'H-JU doive permettre un accès aux soins urgents pour l'ensemble du territoire jurassien.</p> <p>Al. 2 : il appartient à l'Etat de garantir que les prestations d'une CASU certifiée soit disponibles pour les partenaires du terrain. Cet alinéa régularise le transfert de la CASU JU à la CASU FRJU.</p> <p>Al. 3 : conséquence de la modification de l'alinéa 2 et donne la garantie que l'H-JU doit mandater un service de sauvetage pour l'ensemble du territoire cantonal. L'exigence de certification garantit la qualité des prestations.</p> |

|   |  |   |
|---|--|---|
|   |  | <p>Al. 4 : conséquence de la modification de l'alinéa 2 qui précisait l'obligation donnée à l'H-JU d'organiser une CASU. Cette formulation garantit la présence d'un centre d'urgence cantonal disposant d'un plateau technique adapté à la prise en charge de tout patient ne nécessitant pas un centre de médecine hautement spécialisée. Cette formulation permet de garantir que la population jurassienne dispose des prestations d'une CASU certifiée, maillon indispensable de la chaîne de sauvetage.</p> <p>Al. 6 : précise le mode de financement des activités concernées, à savoir les services des urgences, les ambulances et la CASU.</p> <p>Al. 7 : L'ordonnance sur les ambulances existe. Il n'y plus besoin d'ordonnance sur la CASU puisque ce sont les dispositions de la CASU FRJU qui s'appliquent, donc le droit fribourgeois, alors que les relations entre H-JU, la CASU FRJU et les deux cantons sont réglées dans une convention.</p> |
| <p><b>Article 27, alinéa 1</b></p> <p><b>Art. 27</b> <sup>1</sup> L'Hôpital du Jura est un établissement cantonal de droit public qui gère comme une seule entreprise les sites qui lui sont rattachés.</p> | <p><b>Article 27, alinéa 1</b> (nouvelle teneur)</p> <p><b>Art. 27</b> <sup>1</sup> L'Hôpital du Jura est un établissement autonome de droit public doté de la personnalité juridique.</p> | <p>Afin de garantir une cohérence avec les autres établissements autonome de droit public que sont par exemple la Caisse de pensions ou l'Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention (ECA Jura), il est proposé la dénomination d'« établissement autonome de droit public ».</p>  |
| <p><b>Article 28, alinéa 5</b></p> <p><sup>5</sup> Le directeur participe aux séances avec voix consultative.</p>   | <p><b>Article 28, alinéa 5</b> (nouvelle teneur)</p> <p><sup>5</sup> Le directeur général participe aux séances avec voix consultative.</p>  | <p>Au sein de l'Hôpital du Jura, la fonction s'intitule d'ores et déjà « directeur général ». Il convient simplement d'adapter la base légale à la pratique des établissements hospitaliers suisses.</p>  |

|  |  |  |
|--|--|--|
| <p><b>Article 29, alinéa 3</b></p> <p><sup>3</sup> Le conseil d'administration définit des départements transversaux ou des services interhospitaliers et spécialisés pour les soins, l'intendance et l'administration, qui réunissent, sous l'autorité d'un même responsable, les activités des différents sites.</p>   | <p><b>Article 29, alinéa 3</b></p> <p><sup>3</sup> Abrogé.</p>   | <p>Cet alinéa se basait encore sur la systématique de l'ancienne loi, restreignant inutilement l'organisation interne de l'Hôpital du Jura. Dans un souci d'amélioration de son efficacité, il est proposé de l'abroger afin de conférer au conseil d'administration de l'Hôpital du Jura davantage de marge de manœuvre.</p>  |
| <p><b>Article 30, alinéa 1, lettre e, et alinéa 2</b></p> <p><b>Art. 30</b> <sup>1</sup> (...):</p> <p>e) l'engagement de l'ensemble du personnel de l'établissement, y compris le directeur, les médecins-chefs et médecins-chefs adjoints, les responsables de départements et des services hospitaliers ainsi que la définition de leur cahier des charges;</p> <p>(...).</p> <p><sup>2</sup> Il peut déléguer certaines de ces compétences au directeur.</p> | <p><b>Article 30, alinéa 1, lettres e et i, et alinéa 2</b> (nouvelle teneur)</p> <p><b>Art. 30</b> <sup>1</sup> Le conseil d'administration assume toutes les compétences nécessaires à l'accomplissement de la mission de l'Hôpital du Jura. Celles-ci comprennent :</p> <p>(...)</p> <p>d) Abrogée.</p> <p>e) l'engagement du directeur général et du comité de direction ainsi que la définition de leur cahier des charges;</p> <p>(...)</p> <p>i) la détermination des ressources budgétaires d'investissement et d'exploitation;</p> <p>j) Abrogée.</p> <p>(...)</p> <p>n) Abrogée.</p> <p>(...).</p> <p><sup>2</sup> Il peut déléguer certaines de ces compétences au directeur général.</p> | <p>Au sein de l'Hôpital du Jura, la fonction s'intitule d'ores et déjà « directeur général ». Il convient simplement d'adapter la base légale à la pratique des établissements hospitaliers suisses.</p> <p>Les autres modifications permettent à l'H-JU et notamment à son conseil d'administration d'organiser la direction générale de la manière la plus adéquate et efficace.</p> |

|   |  |  |
|---|--|--|
| <p><b>Article 32</b></p> <p><b>Art. 32</b> <sup>1</sup> L'Hôpital du Jura est géré par un directeur et un comité de direction. Il est organisé en départements.</p> <p><sup>2</sup> Chaque département est doté d'un chef. Le directeur et les chefs de département forment le comité de direction.</p> <p><sup>3</sup> Le directeur entend régulièrement les représentants du personnel.</p> <p><sup>4</sup> Le directeur et le comité de direction exécutent les décisions du conseil d'administration.</p> | <p><b>Article 32</b> (nouvelle teneur)</p> <p><b>Art. 32</b> <sup>1</sup> L'Hôpital du Jura est géré par un directeur général et un comité de direction.</p> <p><sup>2</sup> Le directeur général entend régulièrement les représentants du personnel.</p> <p><sup>3</sup> Le directeur général et le comité de direction exécutent les décisions du conseil d'administration.</p> | <p>Cf. commentaires des articles 29 et 30.</p> |
|---|--|--|